

Mieux cibler les dépenses publiques afin de développer les opportunités de commercialisation et d'exportation des produits clés

Principales conclusions et recommandations

L'analyse SPAAA des dépenses publiques montre le niveau et la composition des dépenses en soutien au développement agricole et rural. Cela inclut le budget national et l'aide au développement au niveau centralisé et décentralisé. Cette note d'orientation politique se concentre uniquement sur les dépenses allouées aux infrastructures et aux activités de commercialisation.

Au Burkina Faso, les dépenses publiques pour l'agriculture et le développement rural n'ont pas été orientées de manière à limiter l'impact des principaux facteurs affectant les prix des produits de base. Il s'agit du faible développement des routes, des capacités de transport limitées et de l'insuffisante organisation des activités de transport et de commercialisation. Cette situation favorise le manque d'intégration des filières aux marchés nationaux, régionaux et internationaux et souvent empêche les producteurs de recevoir des prix plus élevés. L'analyse SPAAA indique que les mesures suivantes contribueraient à rendre les activités de transport et de commercialisation plus efficaces :

- ▶ Augmenter les dépenses publiques en matière d'infrastructure. L'accent doit être mis sur les routes qui relient les producteurs aux marchés et les marchés entre eux.
- ▶ Augmenter les dépenses agricoles qui visent à améliorer les services de commercialisation pour les producteurs ainsi que les infrastructures de commercialisation et les installations de stockage.
- ▶ Accroître la part des dépenses publiques nationales en matière d'infrastructures de transport, de commercialisation et de stockage afin d'assurer la durabilité des dépenses, la proportion de financement des bailleurs de fonds étant particulièrement élevée.

RÉSUMÉ

Dans l'ensemble, les producteurs de produits exportés ainsi que de produits importants pour la sécurité alimentaire ont reçu des prix qui étaient inférieurs aux prix de référence internationaux. Ces pénalisations par les prix sont principalement dues aux inefficacités des activités de commercialisation sur les marchés locaux, régionaux et internationaux. (Figure 1). Cependant, les dépenses publiques pour les routes et les installations de stockage et de commercialisation n'ont représenté que 13 pour cent des dépenses totales pour

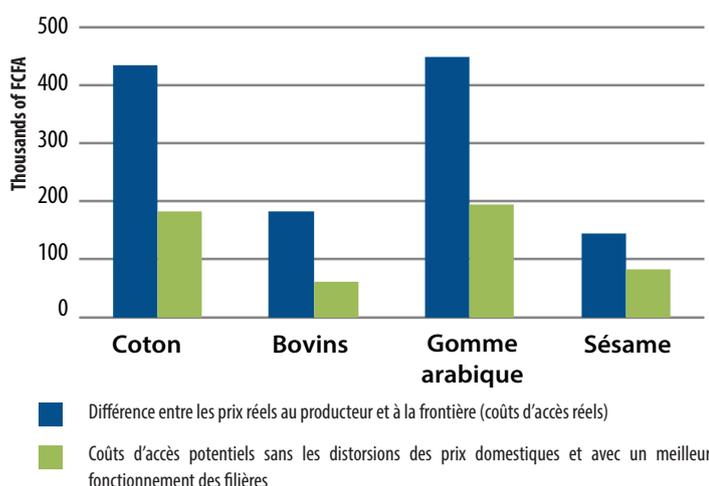
l'agriculture et le développement rural entre 2006 et 2010. Accroître les dépenses publiques pour le développement des capacités de commercialisation (à savoir les infrastructures, les transports, les services et l'organisation) entraînerait une meilleure intégration des marchés.

Ainsi, les grossistes et les producteurs obtiendraient des prix plus élevés et auraient davantage d'opportunités de commercialisation.

INTRODUCTION

Les coûts élevés d'accès au marché sont un problème majeur au Burkina Faso. Ils empêchent non seulement les producteurs de recevoir des prix reflétant les prix des marchés internationaux mais cela peut également les empêcher de commercialiser leurs produits. Une grande part de la production agricole est encore destinée principalement à l'auto consommation, ce qui limite les revenus et la diversité alimentaire des producteurs et leurs familles. Par conséquent, un des objectifs du Programme national du secteur rural (PNSR) est de développer les infrastructures de stockage et de commercialisation et d'assurer un meilleur accès aux services de commercialisation. Afin d'y parvenir, les dépenses en soutien à l'agriculture et au développement rural devront se concentrer davantage sur les inefficacités des marchés.

Figure 1. Comparaison entre les coûts d'accès réels et potentiels du producteur à la frontière pour les produits exportés (en Francs CFA) 2005-2010

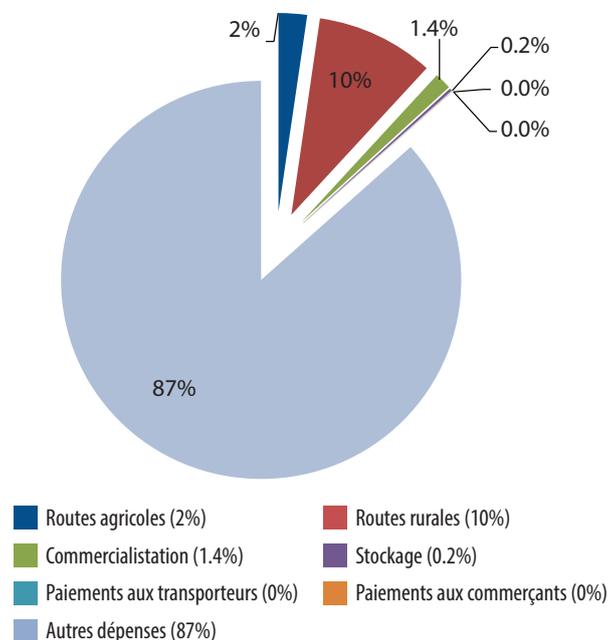


PRINCIPAUX PROBLÈMES ET RECOMMANDATIONS

Accroître les dépenses pour les routes permettrait de faire baisser les coûts de transport et d'améliorer les prix des producteurs.

Le montant des dépenses publiques dédiées à l'amélioration des routes est faible. En effet, les dépenses publiques pour les routes en milieu rural représentent seulement 10 pour cent environ des dépenses totales en soutien à l'agriculture et au développement rural. Les routes reliant les producteurs aux marchés (routes agricoles) n'ont reçu que 2 pour cent de ces dépenses (Figure 2). L'insuffisance des routes et leurs qualités médiocres font des coûts de transport du Burkina Faso parmi les plus élevés d'Afrique. Augmenter les dépenses pour les routes diminuerait les coûts du transport en milieu rural et permettrait aux producteurs de percevoir de meilleurs prix.

Figure 2. Part du financement public pour la commercialisation et le transport par rapport aux dépenses totales pour l'agriculture et le développement rural (moyenne 2006-2010)



Accroître les dépenses pour les infrastructures et les services liés aux marchés permettrait d'augmenter les opportunités de commercialisation et d'échanges sur le marché domestique.

Le manque d'infrastructures de commercialisation réduit les opportunités de commercialisation et d'échanges sur le marché intérieur. Par exemple, les producteurs de bétail ne profitent pas de ces opportunités du fait de l'absence de marchés de bétail et de moyens de transport (Figure 1). La dépendance des éleveurs à l'égard de nombreux intermédiaires pour la commercialisation de leurs troupeaux entraîne une baisse des prix aux producteurs. De plus, le manque d'infrastructures et de services est l'une des raisons pour lesquelles une faible proportion de la production totale de bétail est exportée alors qu'il s'agit d'une source potentielle de revenus importante pour le Burkina Faso. L'analyse SPAAA des dépenses publiques révèle que la commercialisation a représenté seulement 1,4 pour cent du budget total pour l'agriculture et le développement rural et qu'aucun investissement public n'a été réalisé pour abaisser les coûts supportés par les transporteurs et les commerçants (Figure 2).

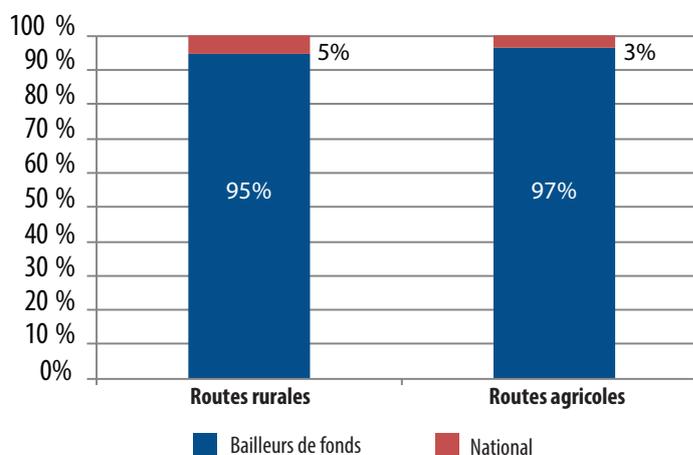
Consacrer davantage d'investissement public pour l'amélioration des capacités de stockage.

Les dépenses publiques pour le stockage sont restées très faibles et ont représenté moins de 1 pour cent des dépenses pour l'agriculture et le développement rural (Figure 2). Le manque de capacités de stockage a entravé la commercialisation des produits périssables, en particulier ceux produits sur une unique saison agricole. Par exemple, les producteurs d'oignons n'ont pu commercialiser leurs produits que pendant une période courte, lorsque les prix étaient au plus bas.

Le Burkina Faso dépend fortement du financement extérieur pour le développement de ses infrastructures rurales.

Le financement des donateurs a représenté 71 pour cent du budget global de l'agriculture et du développement rural. 95 pour cent des routes rurales (les routes qui relient les villes rurales aux marchés) ont été financées par les bailleurs de fonds entre 2006 et 2010. De plus, 97 pour cent des routes agricoles (les routes qui relient les producteurs aux marchés) ont été financées par les bailleurs de fonds (Figure 3). Ces postes de dépenses ont reçu la plus forte proportion de financement extérieur parmi les catégories des dépenses relatives à l'agriculture et au développement rural. Cela révèle que le développement agricole au Burkina Faso, et en particulier le développement des infrastructures rurales, dépend fortement des financements extérieurs, ce qui représente un risque pour la durabilité des dépenses publiques consacrées aux infrastructures.

Illustration 3. Part du financement extérieur dans les dépenses publiques pour les routes rurales et agricoles (moyenne 2006-2010)



Pour en savoir plus

Note technique du SPAAA sur les dépenses publiques au Burkina Faso (2012) de Kienou, A. et Yameogo, S.

Disponible sur: <http://www.fao.org/mafap>

CONTACTS

Website: www.fao.org/mafap

Email: mafap@fao.org

Cette note a été préparée par l'équipe du Suivi des politiques agricoles et alimentaires en Afrique (SPAAA) à la FAO et au Ministère de l'agriculture et de l'hydraulique du Burkina Faso (DGPSE/DGPER). Le SPAAA est mis en œuvre par la FAO avec le soutien technique de l'OCDE et le soutien financier de la Fondation Bill et Melinda Gates et de USAID. Le SPAAA soutient les décideurs aux niveaux national, régional et panafricain en suivant et analysant de façon systématique les politiques alimentaires et agricoles dans les pays africains.